



Les relations économiques algéro-françaises : enfin le gagnant-gagnant ?

Le ministre algérien de l'Industrie, M. Benmeradi, vient d'annoncer au cours d'une session d'audition à l'APN que les relations de partenariat industriel entre l'Algérie et la France sont bonnes et qu'à ce jour douze dossiers importants «sont adoptés à 60%».

Les projets dans l'industrie pharmaceutique avec Sanofi Aventis, dans les cimenteries avec Lafarge, dans l'industrie du verre avec Alverre, dans la pétrochimie (à Arzew) avec Total, dans l'industrie automobile avec Renault/Nissan..., tous ces projets avancent bien et ce sont les exigences de l'Algérie qui impriment ce rythme laborieux à l'aboutissement de ces dossiers. «Notre objectif est de bénéficier d'un transfert de technologie et de savoir-faire et d'aboutir à une économie diversifiée avec des valeurs ajoutées et de nouveaux emplois.» Le ministre a rappelé que l'Algérie n'est pas à la recherche de financement mais d'acquisition de technologie et de savoir-faire.

Une rencontre entre entreprises françaises et algériennes sous forme de forum d'affaires et de partenariat est prévue pour les 30 et 31 mai de cette année à Alger.

Est-ce un nouveau départ ?

Entre 350 et 400 entreprises algériennes et près d'une centaine d'entreprises françaises sont attendues à Alger les 30 et 31 mai pour un forum d'affaires. Ce forum d'affaires, organisé par UbiFrance, s'inscrit dans le sillage des travaux d'approche menés depuis le début de cette année par le ministre algérien de l'Industrie et J-P Raffarin, l'ancien Premier ministre français et conseiller spécial du président Sarkozy chargé du dossier des relations économiques franco-algériennes.

Le directeur général de UbiFrance Algérie a précisé que «le forum des 30 et 31 mai est prévu pour créer et favoriser des partenariats dans des secteurs ciblés et arrêtés conjointement par le ministère de la PME, les organisations patronales, les bourses de sous-traitance, les chambres de commerce...» Alain Boutebel, le DG d'UbiFrance, précise : «Finies les missions pour vendre, déposer les marchandises sur un comptoir. Nous sommes en phase avec nos collègues du ministère de l'Industrie algérien pour travailler dans un but de créer des conditions, par filière, pour que naisent des partenariats.» Le forum des 30 et 31 mai semble ainsi connaître une préparation sérieuse

pour déboucher sur «des opérations spécifiques, c'est-à-dire des discussions, filière par filière, et secteur par secteur, pour arriver, le 30 mai, avec des cas concrets de partenariat qui vont, on l'espère, déboucher sur des accords».

Et c'est exactement ce que demandent les autorités algériennes.

Est-ce enfin le vrai départ ?

Que de fois n'avons-nous pas entendu des annonces de ce type et que de fois n'avons-nous pas été déçus par l'absence de réalisation concrète d'accords de partenariat entre entreprises des deux rives. Jusqu'à maintenant, les relations économiques algéro-françaises peuvent être résumées par la formule : «Du commerce... et c'est tout !»

Les importants plans de relance et d'équipement décidés par le gouvernement algérien ont aiguisé les appétits des entreprises étrangères et, à leur tête, les entreprises françaises à la recherche d'opportunités à saisir sur les «grands contrats d'infrastructure». Les sociétés d'ingénierie et de conseil, les entreprises industrielles aussi bien les grandes entreprises que les PMI, les sociétés d'exploitation d'infrastructure (transports, eau), sont présentes et se battent pour décrocher leurs parts de marché. Sur ce vaste marché ouvert par l'Algérie, toutes les formes possibles de présence sont préconisées et encouragées par l'ambassade de France en Algérie : participation aux appels d'offres soit comme leader de groupement, soit en sous-traitance, soit en partenariat avec les entreprises algériennes ou même avec les groupes étrangers chinois et turcs. Comme on peut le voir, l'important, pour les entreprises françaises, c'est de décrocher quelques parts de ces gigantesques projets décidés par le gouvernement algérien. Mais, c'est dans le domaine de l'investissement que les Algériens attendent les entreprises françaises. Or, dans ce domaine, force est de constater que beaucoup reste à faire. Compte tenu de la taille de son marché, de son attractivité, de sa dotation en ressources, l'Algérie est, dans le Maghreb, le dernier récipiendaire des investissements français.

Les autorités françaises semblent pourtant conscientes de cette «distorsion» dans leurs relations économiques avec l'Algérie. «Le marché algérien devient de plus en plus concurrentiel. La Chine est devenue le deuxième fournisseur de

l'Algérie alors qu'elle était encore à la 11^e place au seuil des années 2000. Pour autant, nos grands groupes, grâce à la qualité de leurs produits et à leur compétitivité, se maintiennent bien et continuent de remporter des contrats.» (Le commerce... toujours le commerce !). Et cet ancien ministre français délégué au commerce extérieur, de poursuivre : «Nous réfléchissons à un programme ambitieux d'investissement, notamment dans les filières de l'agroalimentaire, de l'automobile et de la pharmacie.» Les Algériens attendent toujours de savoir sur quoi va déboucher cette réflexion.

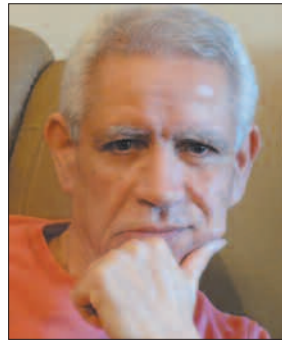
Pourtant, le président de la Coface déclarait encore récemment : «Selon notre notation à court terme qui est de sept échelles de A à D, la note risque-pays pour l'Algérie est aujourd'hui de A4. Elle était de B, ce qui veut dire qu'il y a une amélioration et une confiance retrouvée dans l'économie du pays.» Et M. François David ajoute : «Les perspectives pour l'économie algérienne sont très bonnes.» Alors, pourquoi cette frilosité des entreprises françaises dès qu'il s'agit d'investissements directs gagnant-gagnant ?

Le président algérien du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Reda Hamiani, a, maintes fois, exprimé clairement les attentes des entrepreneurs algériens vis-à-vis de leurs homologues français. «Le FCE considère que le partenariat avec les entreprises françaises sous ses différentes formes revêt une importance essentielle pour l'amélioration de la compétitivité de nos entreprises à travers la mise à niveau du management, des process et des produits... Les entreprises algériennes privilégient les entreprises françaises pour le développement de ce partenariat, d'abord parce qu'il existe tant de proximité et de complémentarité entre nos deux pays. Nous souhaitons tirer profit de cet atout considérable pour assurer le succès à l'insertion de notre économie dans le marché mondial. L'expérience des entreprises françaises nous est précieuse de ce point de vue.»

Face à ces attentes, les entreprises françaises ont toujours tendu une oreille attentive et ont même affirmé que pour préserver et consolider leur position sur le marché algérien, elles étaient prêtes à entrer dans des partenariats et à s'implanter productivement sur le marché algérien.

Mais force est de constater, que «les choses ne bougent pas», comme le rappelle le Forum des chefs d'entreprises. Alors, une nouvelle fois, les autorités françaises déclarent solennellement leur volonté politique d'aller de l'avant avec l'Algérie.

Des conseillers spéciaux en charge du dossier Algérie sont nommés (le dernier en date étant M. J.P. Raffarin), des visites de ministres sont organisées... mais sur le terrain, c'est, hélas, «sous le soleil, rien de nouveau !»



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

«Les entreprises françaises ne doivent plus attendre»

Beaucoup d'analystes français sont convaincus que si les entreprises françaises attendent trop longtemps pour s'engager dans l'investissement direct en Algérie, elles vont perdre leur position sur un marché particulièrement attractif et devenu très concurrentiel. Il s'agit aujourd'hui, pour ces entreprises, de bâtir de véritables partenariats avec les entreprises algériennes.

C'est exactement l'objet du forum d'affaires algéro-français des 30 et 31 mai 2011, si l'on en croit le DG d'UbiFrance. Création d'emplois directs et indirects, transfert de technologie et de savoir-faire pour l'économie algérienne, élargissement de parts de marché, gains financiers pour les entreprises françaises en proie à une crise économique mondiale toujours là, c'est bien un partenariat gagnant-gagnant que cherche à construire le forum du 30 mai. «Il n'y aura que des entreprises qui sont à la recherche de partenariat. Celles attendues viendront avec des projets», insiste le DG d'UbiFrance. Il faut savoir que 50 % des exportations françaises vers l'Algérie sont le fait de PME. Ce sont précisément ces PME exportatrices qui pourraient engager des partenariats avec les PME algériennes pour produire non seulement pour le marché algérien bien attractif que pour l'exportation notamment sur les marchés africains. Attendons de voir si, cette fois-ci, le énième Forum d'affaires algéro-français débouchera réellement sur une dynamique d'investissement, de transfert de technologie et de savoir-faire.

A. B.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



De l'art difficile de caser 7 000 tangos dans 30 lignes de bonheur !

Se confiant à ses avocats, DSK aurait avoué que le plus dur en prison, c'est l'absence de...

... femme de ménage !

L'appel de cette lectrice est tellement poignant que j'y réponds favorablement. Elle me reproche de ne voir que le mauvais côté des choses, de ne peindre l'univers qu'en noir, sans essayer d'y apporter des couleurs un peu plus gaies. Allez ! Wallah qu'il ne sera pas dit ici que je n'aurais pas été sensible à une requête de lectrice ! Foi de Hakim, un peu de galanterie que diable ! Surtout en ces moments bizarres où l'on semble plus s'inquiéter de la carrière politique cassée d'un présumé violeur que du drame terrible de sa tout autant présumée victime. Et donc, je vais sur les 25 lignes qui me restent essayer coûte que coûte de ne voir que le bon côté des choses. Pour cela, il faut prendre le fait saillant de l'actualité : la libération prochaine incessamment sous peu de 7 000 terroristes par Abdekka. Supposant que ce doit être une bonne nouvelle pour les barbiers et les coiffeurs, je les sollicite. Première déconvenue. Leur syndicat m'indique que la profession n'escompte pas une augmentation du taux de fréquentation des salons de coiffure à travers la «mise en circulation de ces 7 000 barbus échevelés». Généralement, ils se coiffent seuls. Ou alors, ils ne se coiffent pas du tout, se contentant de ramasser leurs cheveux dans un catogan afin de dégager leur champ de vision vers le maquis. J'ai alors pris attache avec les tangos libérés lors de la première vague d'ouvrage des portes des pénitenciers.

Souvenez-vous, les 3 500 heureux bénéficiaires de l'amnistie. Je leur ai demandé si le débarquement de «confrères» à eux était une bonne nouvelle ? Et là, encore une déconvenue inattendue. Les amnisties première vague voient plutôt d'un mauvais œil l'arrivée de concurrents aux guichets de la Sécurité sociale pour les différents recouvrements. Jusque-là, les frères barbus bénéficiaient de la fluidité des bureaux qui leur étaient spécialement dédiés. Ils ne faisaient pas la queue. Aujourd'hui, ce privilège risque de sauter avec l'injection d'un coup de 7 000 candidats à la pension et à l'indemnisation. De plus en plus dérouter, les bras chargés de toutes les couleurs gaies que je devais mettre sur ma chronique pour changer du noir habituel et satisfaire ainsi ma lectrice, je ne savais plus quoi faire. Pourtant, à moins de 3 lignes de la fin de cette chronique, il me fallait vite trouver quelqu'un que ça remplirait d'aise de voir libérer 7 000 terros d'un coup. Au bout de moult efforts, je suis finalement tombé dessus. B. B. ! Oui, B. B. Ahmed Ben Bella. H'mimed pour les intimes. Il va pouvoir remplir en affirmant haut et fort dans les colonnes de la gazette hippique ou dans le mensuel du bricolage ou encore la chaîne satellitaire Al-Zaymer que cette idée de libérer 7 000 terroristes est de lui, et de lui seul. Il l'a émise pour la première fois en 1964, déjà. Mais il n'a pu la mettre en application à l'époque pour cause de voyage urgent et précipité. Un long voyage intérieur dont il ne semble d'ailleurs toujours pas revenu. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

Partenaire Officiel

SOS VILLAGES D'ENFANTS

HSBC The world's local bank

Liberté Événementiel

l'Open du Cœur, au profit des Enfants du Village SOS

www.sosve-dz.org/golf

Samedi 28 MAI 2011

Design libertacorp

Participants

Partenaires Médias

LIBERTÉ

Le Temps

Le Soir

ENTRACTE

ALLIANCE ASSURANCES

SOVAC

ASTALAVISTA

MAERSK LINE

AIRFRANCE

IRIS

AGLE AZUR

IRIS

BG ALGERIA